



L'Europe en action, l'eupéanisation dans une perspective comparée, B. Palier, Y. Surel (Eds.).

L'Harmattan, Paris (2007). 357 pp.

Andy Smith

► **To cite this version:**

Andy Smith. L'Europe en action, l'eupéanisation dans une perspective comparée, B. Palier, Y. Surel (Eds.). L'Harmattan, Paris (2007). 357 pp.. Sociologie du Travail, 2009, 51 (1), pp.153-154. 10.4000/sdt.16185 . halshs-00388004

HAL Id: halshs-00388004

<https://shs.hal.science/halshs-00388004>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Europe en action, l'eupéanisation dans une perspective comparée, B. Palier, Y. Surel (Eds.)

L'Harmattan, Paris (2007). 357 p.

Andy Smith

RÉFÉRENCE

Bruno Palier et Yves Surel (dir.), *L'Europe en action, l'eupéanisation dans une perspective comparée*, L'Harmattan, Paris, 2007, 357 p.

- 1 Cet ouvrage collectif est le fruit d'un séminaire sur « L'eupéanisation des politiques publiques et l'intégration européenne » organisé en 2004 dans le cadre de l'École doctorale de Sciences Po Paris par Bruno Palier et Yves Surel. La publication qui en découle tente de répondre à la question centrale suivante : quel est l'impact de l'intégration européenne sur les pratiques politiques nationales ? Si, depuis le début des années 1990, cette interrogation a donné lieu à des dizaines de publications en langue anglaise, cet ouvrage a le grand mérite d'en faire la synthèse en français. Il présente une série de recherches empiriques inédites sur la manière dont des secteurs aussi divers que la justice, l'enseignement supérieur ou le traitement des langues « régionales » se sont eupéanisés. Ce faisant, l'ouvrage fournit au moins trois apports importants à l'étude des politiques publiques contemporaines en Europe.
- 2 Le premier apport de l'ouvrage est de montrer que l'eupéanisation des pratiques politiques n'est pas forcément provoquée par les contraintes formelles imposées aux acteurs nationaux en raison du droit ou des politiques publiques arrêtées par le Conseil des ministres eupéen. Sans nier cet aspect réglementaire, plusieurs chapitres

évoquent l'importance d'eupéanisations « informelles » autour de la diffusion d'instruments d'action publique ou de modes d'échange comme le *benchmarking*.

- 3 Ensuite, le livre montre que l'eupéanisation d'un secteur d'action publique n'est pas forcément linéaire ou univoque. Ce processus avance par à-coups à travers des périodes de « rétroaction » et de traductions différenciées des règles formelles. Parfois l'Union influence, parfois les réformes peuvent déboucher sur une certaine « renationalisation » de l'action publique.
- 4 Enfin, le troisième apport de l'ouvrage concerne la conclusion générale tirée des études de cas quant à la nature de l'Union européenne d'aujourd'hui. Selon ces auteurs, celle-ci est « un espace européen de politiques publiques diversifiées » marqué par des acteurs multiniveaux, une harmonisation cognitive et une asymétrie entre la durabilité des institutions nationales et celle de l'Union.
- 5 Nonobstant, ces contributions utiles à l'étude de la politique dans l'Europe contemporaine, ce livre comporte également trois séries de traits discutables, voire décevants. Le premier concerne les concepts adoptés et développés pour appréhender le phénomène d'eupéanisation. Tout d'abord, au terme d'un chapitre introductif qui compte pas moins de 73 pages, il est étonnant que l'ouvrage ne propose pas de grille d'analyse commune. Par conséquent, chacun des chapitres suivants reprend sa propre revue de la littérature avant de forger sa propre batterie de concepts. Produit d'un séminaire qui se voulait cohérent, on est ensuite également surpris que l'ensemble des auteurs ne puisse s'accorder sur l'usage d'un concept clé pour appréhender le changement politique : celui d'institution. On connaît tous les limites des ouvrages collectifs trop rapidement confectionnés. Mais nous voyons moins bien comment les limites de celui-ci peuvent être attribuées au « temps ». Le deuxième aspect problématique de ce livre concerne sa reprise de l'idée classique qu'il existe une séparation nette entre les « niveaux » de décision « nationaux » et « européen ». Or, si cette distinction commode est déjà contestable sur le plan empirique (comme certains des chapitres de l'ouvrage le montrent), elle l'est tout autant sur le plan de la théorie et de la construction des objets de recherche. Que ce soit dans les Relations internationales, où la notion de *two-level games* de Robert Putnam a été fortement critiquée (ex. par John Ruggie ou Jeffrey Checkel), ou dans l'étude de l'Union européenne elle-même, où la notion de *multi-level governance* de Liesbet Hooghe et Gary Marks est de plus en plus discutée, se rabattre sur le terme de « niveau » n'est plus un choix facile à défendre. Malheureusement, les auteurs de cet ouvrage font comme s'il n'y avait même pas de choix à faire.
- 6 Au fond, cette absence de réflexion théorique s'explique par un dernier trait discutable de ce livre : le clivage net qu'implicitement il préconise entre l'analyse comparée, d'une part, et l'étude de l'intégration européenne, d'autre part. Partant du postulat qu'en Europe il existe toujours des systèmes politiques nationaux relativement autonomes, la quasi totalité des contributeurs à l'ouvrage se positionnent finalement comme des comparatistes intéressés à découvrir « la dimension européenne » des États européens. On sous-entend ainsi que l'étude de la décision et de la gouvernance de l'ensemble de l'Union européenne doit toujours être laissée aux spécialistes « communautaires ». À une époque où, dans de nombreux secteurs, le degré d'imbrication entre les sites de régulation en Europe est extrêmement élevé, cette division du travail académique nous paraît démodée, voire contre-productive. Un des défis majeurs, tant théorique qu'empirique, des sciences sociales contemporaines consiste à dépasser la catégorie

« national » pour pouvoir mieux générer des connaissances sur la manière dont l'Union européenne toute entière se gouverne. Si beaucoup des résultats de recherche présentés dans cet ouvrage peuvent nourrir un tel stock de connaissances, il est regrettable que son projet d'ensemble tende à orienter la recherche dans un sens contraire.

AUTEURS

ANDY SMITH

Spirit, institut d'études politiques de Bordeaux, 11, allée Ausone, Domaine universitaire, 33607
Pessac cedex, France
a.smith[at]sciencespobordeaux.fr